



Tous droits réservés

## DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

### Séance 9 - Le contrat de dépôt

I.	Les caractères du contrat de dépôt.....	2
A)	La remise de la chose .....	2
B)	La restitution de la chose .....	2
C)	Le caractère gratuit.....	2
II.	La formation du contrat de dépôt.....	3
A)	Conditions de fond.....	3
1)	La capacité.....	3
2)	Le consentement .....	4
3)	L'objet licite et certain.....	4
B)	Conditions de forme .....	4
III.	Les effets du contrat de dépôt .....	5
A)	Les obligations du dépositaire .....	5
1)	L'obligation de garde .....	5
2)	L'obligation de restitution.....	6
B)	Les obligations du déposant .....	6
C)	L'extinction du dépôt.....	6
IV.	Les dépôts particuliers .....	7
A)	Le dépôt nécessaire .....	7
B)	Le dépôt hôtelier .....	8
C)	Le dépôt hospitalier.....	9
D)	Le séquestre .....	9

**Définition :** Le contrat de dépôt permet à l'une des parties de charger l'autre de garder son bien, et de le restituer en nature (**art. 1915 C. civ.**).

**Question :** Quelles sont les caractéristiques du contrat de dépôt ? Quels effets a-t-il pour les parties ? En existe-t-il des spéciaux ?

## I. Les caractères du contrat de dépôt

Le contrat de dépôt n'entraîne ni transfert de propriété, ni autorisation d'user du bien.

### A) La remise de la chose

Il est essentiel que le bien soit remis pour que le contrat soit effectif.

Le contrat de dépôt ne peut porter que sur des biens mobiliers (**art. 1918 C. civ.**). S'il s'agit de biens immobiliers, le contrat sera alors un contrat de gardiennage.

Le contrat de dépôt ne peut se faire non plus sur les personnes.



**À retenir :** Grâce aux nouvelles technologies, et notamment au *cloud computing*, le dépôt peut se matérialiser sur des éléments incorporels (des données, par exemple).

### B) La restitution de la chose

Le dépositaire doit restituer la chose en nature (**art. 1915 C. civ.**).

### C) Le caractère gratuit

Le contrat de dépôt est en principe gratuit, car initialement prévu dans le cercle familial ou amical.

On admet pourtant qu'il puisse y avoir une rémunération du dépositaire (**art. 1928 C. civ.**).



**À retenir :** La jurisprudence pose une présomption de titre onéreux lorsque le dépôt est reçu par un professionnel (**Cassation, Civ 1, 5 avril 2005**).

Il n'y a jamais de transfert de propriété, car le dépositaire est tenu de restituer la chose dans l'état où il l'a reçue.

## II. La formation du contrat de dépôt

### A) Conditions de fond

Les conditions de fond sont celles du droit commun.

#### 1) La capacité

Il n'y a pas de transfert de propriété dans le contrat de dépôt, donc il suffit d'avoir la capacité de réaliser un acte d'administration.



**À retenir :** Il est possible pour une personne capable de confier son bien en dépôt à une personne incapable (**art. 1926 C. civ.**). Au déposant de prendre garde, car si le dépositaire perd la chose, il ne pourra pas exercer d'action en restitution.



**Attention :** Le déposant doit être le propriétaire du bien, ou avoir donné l'autorisation qu'il soit effectué.

## 2) Le consentement

Le consentement est important et il doit être réciproque (**art. 1921 C. civ.**).



**Attention :** Il est important de définir le consentement du dépositaire, afin qu'il ne soit pas considéré comme un simple acte de bienveillance.



**Exemple :** Si un ami accepte de garder votre véhicule dans son jardin, ce n'est pas nécessairement un contrat de dépôt.

La distinction est importante car elle permet de définir à quelles obligations est soumis le dépositaire.

## 3) L'objet licite et certain

Il s'agit de la condition de droit commun.

## B) Conditions de forme

Le contrat se forme par la remise du bien déposé : c'est un contrat réel (**art. 1919 C. civ.**).

Les règles de la preuve de droit commun s'appliquent en la matière.

### III. Les effets du contrat de dépôt

Le contrat de dépôt étant synallagmatique, il entraîne des obligations pour les deux parties, le dépositaire et le déposant.

#### A) Les obligations du dépositaire

##### 1) L'obligation de garde

L'obligation de garde est le cœur du contrat.



**Définition :** L'obligation de garde est l'obligation de conserver la chose, ainsi que les fruits qu'elle produit, sans pouvoir les consommer.

La conservation implique un transfert de la garde aux mains du dépositaire.

La seule exonération possible en cas de manquement à l'obligation de conservation est la force majeure (**art. 1929 C. civ.**). Pour être caractérisée, il faut prouver que l'évènement est causé par une personne extérieure au dépositaire (**Cassation, Civ 1, 14 oct. 2010, n° 09-16.967**).



**Attention :** En cas de manquement à celle-ci, le dépositaire engage sa responsabilité contractuelle et l'intensité de celle-ci varie en fonction du caractère gratuit ou onéreux du dépôt.



**À retenir :** Il appartient au dépositaire de la chose pour réparation et entretien de prouver qu'il a satisfait à l'obligation de conservation. Il lui appartient de prouver que la chose a été rendue dans un état similaire à l'état dans lequel il l'a reçue, ou à défaut de prouver ses bons soins sur celle-ci (**Cassation, Civ 1, 5 fév. 2014, n°12-23.467**).

## 2) L'obligation de restitution

Le dépositaire est tenu de restituer la chose dans l'état dans lequel il l'a reçue (**art. 1932 C. civ**), car il n'est jamais propriétaire de la chose déposée.



**À retenir :** La restitution en équivalent est donc exclue.



**Attention :** Si la chose n'est pas conforme, le déposant pourra agir en justice. Il appartiendra au dépositaire de prouver que le dommage causé à la chose ne lui est pas imputable (**Cassation, Civ 1, 3 juil. 2001, n°99-12.859**). Il ne doit pas avoir commis de faute (**Cassation, Civ 1, 1<sup>er</sup> juin 2017, n° 16-20.780**).

Elle peut intervenir à n'importe quel moment durant le contrat, sans que le déposant ne soit obligé de fournir une raison. On dit que c'est une demande *ad nutum*.

## B) Les obligations du déposant

Le déposant doit payer le prix si le contrat est onéreux.



**À retenir :** L'article 1948 du Code civil permet un droit de rétention au dépositaire, jusqu'à ce que le prix total convenu lui ait été versé.

Le déposant doit également rembourser les frais liés au dépôt (frais de conservation et pertes liées au dépôt), sauf les dépenses exceptionnelles et imprévisibles (**art. 1936 C. civ**).

## C) L'extinction du dépôt

Le dépôt se termine différemment selon la durée du contrat :

- Dans un contrat à durée déterminée : au terme du contrat, si le déposant ne réclame pas son bien, et après une mise en demeure sans réponse, le dépositaire peut vendre judiciairement le bien.
- Dans un contrat à durée indéterminée : le dépositaire peut résilier unilatéralement le contrat, à charge pour le déposant de récupérer son bien.

## IV. Les dépôts particuliers

### A) Le dépôt nécessaire



**Définition :** Le dépôt nécessaire est défini par **l'article 1949 du Code civil** comme celui contraint par l'urgence d'une situation.

Ce dépôt est forcé et soumis à des événements extérieurs.



**À retenir :** Dès qu'il était possible pour le déposant de prévoir le dépôt, cette qualification est donc exclue de fait.

La notion de nécessité pressante est cependant soumise à appréciation.



**Exemple :** Dans le cas d'une consultation médicale urgente, le dépôt de bijoux pour assurer le bon déroulé de l'examen est considéré comme un dépôt nécessaire, et non comme une complaisance. Ainsi, le dépositaire est tenu de restituer le bien en cas de vol, et le cas échéant, il engage sa responsabilité (**Cassation, Civ 1, 22 nov. 1988, n°87-14.588**).



**Exemple :** En revanche, n'est pas caractérisé de dépôt nécessaire le dépôt de bijoux dans un salon de manucure, sans que ne soit prouvé le caractère nécessaire de ce dépôt et l'obligation de surveillance des dépositaires. La nécessité du dépôt doit donc être caractérisée (**Cassation, Civ 1, 8 fév. 2005, n° 01-16.492**).

À raison de son caractère urgent et imprécis, toute preuve est acceptée pour le dépôt nécessaire. Cependant, la preuve par témoins est acceptée (**art. 1950 C. civ**).

## B) Le dépôt hôtelier



**Définition :** Le dépôt hôtelier est l'obligation qui pèse sur les aubergistes et hôteliers de conserver les effets personnels des voyageurs (**art. 1952 C. civ**).



**À retenir :** Même si cela peut paraître étonnant, autrefois les voyageurs n'avaient pas le choix entre beaucoup d'auberges. Le dépôt était donc nécessaire, et c'est resté depuis !

L'hôtelier est responsable des vols et dégradations commis sur les objets des clients (**art. 1952 et 1953 C. civ**).



**Exemple :** Après plusieurs hésitations jurisprudentielles, la Cour de cassation considère qu'en cas de vol de véhicule, il faut prouver que l'hôtelier avait choisi d'assurer la sécurité du parking. Si oui, il est acquis que l'hôtelier a une obligation de sécurité sur les véhicules stationnés sur son parking, celui-ci engage sa responsabilité en cas de vol ou de dommage (**Cassation, Civ 1, 6 juil. 2000, n° 98-10.051**).

Cette obligation s'éteint en cas de force majeure ou de faute du client. Cependant, la Cour de cassation a nuancé cette position.





**À retenir :** La faute du client n'est pas de nature à affaiblir la responsabilité de l'hôtelier mais simplement à être prise en compte dans le calcul de l'indemnisation (**Cassation, Civ 1, 23 sept. 2020, n° 19-11.443**).

La responsabilité de l'hôtelier est cependant limitée à :

- 100 fois le prix de la chambre ;
- 50 fois lorsqu'il s'agit d'objets sur le parking.

Ces limitations s'effaçant en présence d'une faute de l'hôtelier ou de son préposé, lorsque les objets ont été remis directement entre les mains de l'hôtelier (**art. 1953 et 1954 C. civ**), ou si le client a commis une faute (**Cassation, Civ 1, 12 juin 2012, n° 11-18.450**).



**Attention :** La responsabilité de l'hôtelier s'entend pour les clients qui séjournent à l'hôtel : ceux qui ne viennent que pour un repas ne sont pas inclus dans celle-ci.

## C) Le dépôt hospitalier

Il est prévu par **la loi du 6 juillet 1992**, et permet que tous les patients des établissements médicaux publics ou privés voient leurs effets personnels conservés par l'hôpital.



**Attention :** Cette obligation s'applique pour les objets nécessaires à la venue à l'hôpital (téléphone, vêtements...)

## D) Le séquestre



**Définition :** Le séquestre est la procédure qui permet de déposer un objet à un tiers lorsqu'il est au cœur d'un litige (**art. 1956 C. civ**).

Il peut être conventionnel ou judiciaire, mais dans les deux cas le dépositaire est tenu aux obligations classiques. Il peut être conclu à titre gratuit ou onéreux.



**À retenir :** Le séquestre peut porter sur des biens meubles et immeubles, contrairement au dépôt volontaire (**art. 1959 C. civ.**).